Une affaire sale

9 - 12:40

Le traitement des déchets urbains

De plus en plus de pays adoptent la directive européenne interdisant le dépôt des déchets non traités et obligeant les grandes villes à élaborer des projets de traitement des déchets urbains en respectant la règle des 3R: réduire, réutiliser et recycler.

Si les villes européennes sont de plus en plus nombreuses à adopter la directive européenne réglementant le recyclage des déchets urbains, certaines sont encore en retard, malgré les nombreux fonds européens mis à la disposition des collectivités locales et l’existence de nouvelles techniques de neutralisation et de transformation des déchets urbains. Budapest dispose certes déjà d’un plan de traitement des déchets, mais son application effective est retardée depuis dix ans déjà, faute d'accord politique d'une part, mais aussi face aux manifestations civiles et au désaccord des mairies d'arrondissement. Il est pourtant urgent d'agir.

Réduire, Réutiliser, Recycler: trois objectifs qui ont été parfaitement intégrés à Vienne, ville modèle en Europe en matière de traitement des déchets urbains, et que l'on appelle communément la «ville propre» de l'Europe Centrale. L'exemple viennois est sans doute douloureux pour les Hongrois, qui souffrent des sempiternelles comparaisons avec la capitale autrichienne. Pourtant, le sentiment d'une perpétuelle compétition et le fait d'arriver, malheureusement souvent en deuxième position, ne pourrait-il pas encourager la Hongrie à relever le défi?

L'incinération des déchets ménagers est la meilleure méthode de traitement, tant au niveau financier que pour le respect de l'environnement. Grâce à un investissement de 220 milliards d'euros, la ville de Vienne vient d'inaugurer son quatrième centre incinérateur, permettant ainsi de transformer et de réutiliser toutes les ordures urbaines, soit un million de tonnes par an. Les quatre centrales, conformes aux directives environnementales les plus modernes, outre leur capacité de produire de l'électricité en quantité non négligeable, alimentent le réseau du chauffage urbain, assurant ainsi un tiers des besoins de la population viennoise, soit 50 000 ménages. C'est une solution «2 en 1»: en délivrant Vienne de ses déchets, la municipalité a également fait le choix de réduire les frais énergétiques de ses habitants.

L'exemple de Vienne est désormais observé à Budapest, où le deuxième centre d'incinération des déchets est sur le point d'être construit. Mais il est encore retardé par la contestation de citoyens qui semblent ignorer les avantages à long terme d'un tel projet. La centrale, main dans la main avec celle de Rákospalota, serait capable d'incinérer les 800 000 tonnes de déchets produits chaque année à Budapest en associant ses efforts à ceux de la centrale de dépollution des eaux usées de la station d'épuration de Csepel, dont l'inauguration est prévue en février 2010 (lire article page 6).

Avec ce projet, qui représente un investissement de 20 milliards de HUF, il est prévu de réduire les coûts du chauffage urbain de 30%. A l'heure actuelle, 40% du chauffage urbain est assuré par Budapesti Erômû (BE) Zrt., filiale d'EDF, proposant un gigajoule à 3000 HUF, soit beaucoup plus cher que les autres partenaires minoritaires de F_táv, prestataire du chauffage urbain de Budapest. Pour parvenir à une réduction des coûts effective, il faudrait toutefois encore patienter de 8 à 10 ans.

A court terme, restent les projets environnementaux européens, dotés d'un budget de 600 milliards de HUF dans les deux ans à venir, sous formes d'appel d'offres

lancés par le Ministère de l’environnement. Il est très important, en période de crise, de stimuler les investissements verts, mesures atténuant les impacts économiques de la récession, rétablissant les conditions de la croissance et créant de nouveaux emplois. La Hongrie est parmi les premiers nouveaux adhérents à réaliser autant de nouveaux projets environnementaux. Le seul obstacle, qui empêche parfois leur mise en place, est la communication des investisseurs, qui laisse beaucoup à désirer : ils sont souvent incapables de convaincre les mouvements civils ou les habitants des atouts de leurs projets environnementaux, gages du développement durable et de la croissance économique.

Kata Bors

- 2 vues

Catégorie
Agenda Culturel